

DOUZIÈME JOUR DU PROCÈS KHALIFA

Étranges détails !

L'affaire du placement des 1 200 milliards de centimes de la Caisse nationale des retraites chez Khalifa Bank est revenue, hier, à l'ouverture de la douzième journée du procès Khalifa, mais cette fois-ci, avec la comparution de l'ex-DG de la CNR à la barre. Salah Arifi a nié avoir intercédé en faveur de son fils qui, d'un niveau scolaire terminale, a bénéficié d'une formation de pilote en Angleterre offerte par Khalifa Airways. Ce dernier est aujourd'hui pilote à Air Algérie.

De notre envoyé spécial à Blida, Mehdi Mehenni

La douzième journée du procès Khalifa s'est ouverte hier au tribunal criminel près la cour de Blida, sur un détail qui n'a pas manqué d'effrayer l'assistance. Le fils de l'ex-DG de la Caisse nationale des retraites qui est d'un niveau scolaire terminale a bénéficié d'une formation de pilote en Angleterre offerte par Khalifa Airways, et transporte aujourd'hui des passagers chez Air Algérie.

Salah Arifi, en qualité d'ex-DG de la CNR, a nié devant le juge avoir fait bénéficier son fils de cette formation en contre-partie du dépôt des 1 200 milliards de centimes des retraités chez Khalifa Bank.

Pour rappel, le juge Antar Menouar a ouvert le dossier des placements de la CNR, samedi, avec la comparution de l'ex-président du conseil d'administration de la Caisse des retraites, Abdelali Meziani. Ce dernier avait indi-

qué au juge qu'à peine cinq jours après la réunion dudit conseil d'administration, Salah Arifi a signé la convention de placements avec Khalifa Bank.

Abdelali Meziani avait aussi précisé que tous les membres du conseil n'étaient pas présents et qu'il y avait des réticents pour le transfert des 1 200 milliards de centimes, jusque-là hébergés au Trésor public. Six mois plus tard, le directeur financier de la CNR, un certain Kerrar, récupéra les 800 milliards de centimes, alors que les 400 autres milliards de centimes se sont volatilisés. Salah Arifi, qui répondait de ses actes, hier, devant le juge, a affirmé que les placements ont été effectués d'une manière réglementaire, c'est-à-dire après réunion du conseil d'administration le 16 septembre 2001, puis signature de la convention le 29 septembre 2001.

La tutelle, qui est le ministère du Travail, en a été informée, selon lui. Comme tous ceux qui ont précédem-

ment comparu devant le juge pour le dépôt de sommes astronomiques, celui-ci a également expliqué son geste par le seul souci de rendre fructueux l'argent de la CNR à travers les taux d'intérêts qu'offrait Khalifa Bank. Interrogé par le juge sur les privilèges qu'il a pu obtenir en contre-partie de ces placements, Salah Arifi dira n'avoir jamais intercédé en faveur de son fils, attestant qu'il avait les capacités requises pour devenir pilote.

Antar Menouar lui fera rappeler qu'entre autres conditions d'accès au concours pour formation de pilote, exigées à l'époque par Khalifa Airways, celle d'être titulaire d'un bac+2, alors que son fils avait à peine un niveau scolaire de terminale. A une autre interrogation du juge, l'accusé a

reconnu avoir bénéficié d'une carte de voyage gratuite offerte par Khalifa Airways. Il dit ne l'avoir utilisée qu'une seule fois, pour un vol Alger-Batna.

L'autre accusé du jour, Rabah Bousbaine, ex-DG de l'EPLF de Blida, a reconnu devant le juge avoir procédé au dépôt de 16,5 milliards de centimes chez Khalifa Bank. Il a également reconnu que 11,8 milliards de centimes du dépôt initial ont été perdus après la faillite de Khalifa Bank. Pareillement, il a expliqué ces placements par le seul souci de rendre fructueux l'argent de son entreprise à travers les taux d'intérêts intéressants qu'offrait Khalifa Bank. Le juge lui rappellera qu'il avait, par contre, bénéficié d'un crédit bancaire chez Khalifa. Ce que l'accusé n'a pas nié. Néanmoins,

Antar Menouar a trouvé étrange que sur la convention portant octroi du crédit, le taux d'intérêt du remboursement a été corrigé au stylo, devenant ainsi 2 plutôt que 3%.

Rabah Bousbaine dit l'avoir fait après une entente avec le directeur de l'agence Khalifa de Blida, en portant le délai du remboursement à sept ans. Le troisième accusé passé à la barre était l'ex-président de la mutuelle des travailleurs de la Poste. Mohamed Tchoulak n'a également pas nié le placement de 8 milliards de centimes chez Khalifa Bank, pour une durée de dix ans et un taux d'intérêt de 12%. Celui-ci a également justifié son acte par le souci de faire gagner plus d'argent aux travailleurs de la Poste.

M. M.

300 TÉMOINS SERONT ENTENDUS À PARTIR DE JEUDI

Djellab et Laksaci devant le juge

Le juge Antar Menouar a fait savoir, hier, au cours de la douzième journée du procès Khalifa, que les auditions des accusés prendront fin ce mercredi. 300 témoins sont attendus à la barre à partir de jeudi. Antar Menouar a ainsi fait savoir que l'ex-ministre des Finances, Mohamed Djellab, sera entendu dimanche prochain en qualité d'ex-administrateur de Khalifa Bank.

Dans la même journée, Abdelaziz Khalifa, le frère de Moumène, sera entendu en qualité d'actionnaire à Khalifa Bank, ainsi que Nadja Aïouaz, que Moumène Khalifa a

nié au début du procès l'avoir eue comme secrétaire particulière. La journée de lundi prochain, selon toujours le juge, connaîtra le passage à la barre du gouverneur de la Banque d'Algérie, Mohamed Laksaci, son adjoint Ali Touati, ainsi que l'ex-inspecteur général de la Banque d'Algérie, Mohamed Khemoudj.

Il est, enfin, à signaler que l'audience de lundi prochain verra, également, le témoignage de l'expert judiciaire en finances, Hamid Foufa.

M. M.

DÉVELOPPEMENT DU SECTEUR PRIVÉ EN ALGÉRIE

L'UE et le club de réflexion Care renouvellent leur partenariat

La délégation de l'Union européenne en Algérie et le Cercle d'appui et de réflexion autour de l'entreprise (Care) ont signé un nouveau protocole de coopération pour une durée d'une année. La cérémonie de signature entre l'ambassadeur de l'UE et le président du Care, l'industriel Slim Othmani, s'est tenue, hier, au siège de l'UE, à Alger.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Après deux années de bonne coopération, sous les mots d'ordre «avançons ensemble» et «réussir ensemble», la délégation de l'UE en Algérie a réitéré son engagement, via son partenariat avec le Care, pour le développement du secteur privé en Algérie.

Pour le représentant de l'UE en Algérie, ce protocole viendra renforcer la coopération avec le Care, via l'organisation d'une dizaine d'évènements, sous format «les matinales du Care», la réali-

sation d'études thématiques et l'édition de publications sur des sujets liés au développement du secteur privé en Algérie.

«Cette rencontre marque une pause de quelques minutes dans notre coopération et travail avec le Care que nous apprécions énormément», a fait savoir l'ambassadeur de l'UE en Algérie, Mark Skolil. Et d'ajouter que ce partenariat s'inscrit en droite ligne des actions que mène l'UE en Algérie. D'ailleurs, souligne-t-il, «la dimension économique

constitue l'axe principal de la coopération avec l'Algérie».

«L'appui à la transition économique et au commerce constitue un axe essentiel de la coopération pour le développement en Algérie, dans le cadre d'un modèle économique qui est encore largement dépendant des exportations d'hydrocarbures», a-t-il noté.

Pour ce responsable, l'UE en Algérie est également consciente que la société civile joue un rôle important, c'est pour cela qu'une coopération étroite a été entamée avec le Care afin de contribuer à l'amélioration de l'environnement entrepreneurial en Algérie, par le biais de la dynamisation de l'action et de la réflexion autour des thématiques qui sont importantes pour cet environnement.

S. B.

DEVANT LES RAMIFICATIONS LOCALES DU PHÉNOMÈNE

Djillali Hadjadj alerte sur le danger de la «généralisation de la corruption»

Le président de l'Association algérienne de lutte contre la corruption ne cache pas sa crainte devant le phénomène de la corruption qui est en train d'étendre ses tentacules au niveau local.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - «Nous avons peur, nous sommes face à une situation dangereuse», avouait, hier, Djillali Hadjadj. Intervenant dans le cadre du forum du Front du changement (FC) consacré aux «procès de corruption et l'opinion publique», il ne manquera pas d'appuyer cette crainte et cette peur par le fait que «la corruption touche toutes les institutions locales, les communes, les daïras et les wilayas».

Plus grave encore, ajoutera-t-il, le fléau gangrènerait «même des structures de sécurité», ce qui, selon lui, pourrait «toucher à la sécurité des régions du pays».

Pour Hadjadj, l'opinion publique est tout simplement en «état de choc» face aux procès traitant du phénomène actuellement en cours. Et d'expliquer cela par le fait que cette même opinion publique ne donnait pas trop de crédit aux rumeurs y inhérentes déballées et dénoncées par la presse, la société civile et par des partis. «Elle ne s'attendait pas à ce qu'elle entend et voit maintenant», dira-t-il encore.

Evoquant les gros dossiers de corruption en voie de traitement à l'étranger, ceux de Saipem, de SNC Lavalin, impliquant un haut responsable du pays, Hadjadj relèvera que les justices italienne et suisse ne sont pas intéressées par les personnes impliquées mais par la récupération des 30% que constituent les rétro-commissions touchées par les responsables de ces sociétés. Soit, regrettera-t-il, «l'argent du contribuable algérien» qui ira «renflouer les trésors de pays étrangers».

Pour ne citer que le cas de SNC Lavalin, les dossiers y inhérents sont lourds surtout avec le volume des contrats qui liait la société à l'Algérie avec 10 milliards de dollars en près de dix ans.

Plaidant pour la constitutionnalisation du code des marchés publics vidé actuellement avec la pratique du gré à gré généralisée, Hadjadj réitérera sa revendication liée à la possibilité pour les associations de lutte contre la corruption de se constituer partie civile dans les procès liés au fléau.

Intervenant à son tour, le président du FC avouera que l'opinion publique est restée quelque peu sur sa faim. Après avoir revendiqué des procès à même de la traquer, ne la voilà-t-elle pas, selon Abdelmadjid Ménasra, qu'elle est perplexe devant les sentences déjà prononcées et «l'ambiance des procès en cours.

«Comment voulez-vous que des élus, qu'ils soient locaux ou nationaux, qui ne doivent leur statut qu'à la fraude, puissent lutter contre la corruption dont elle constitue la plus grande version ?», s'interrogera Ménasra qui, comme Hadjadj, tirera la sonnette d'alarme. «La corruption est à même d'ébranler l'Etat, ce que le terrorisme n'a pu faire», dira le président du FC.

M. K.

TRAITEMENT DU CANCER-COLORECTAL

Le CPMC bénéficie d'une plateforme moléculaire pour une thérapie ciblée

Le Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) s'est doté d'un appareil de haute technologie : une plateforme de biologie moléculaire permettant l'administration d'une thérapie ciblée.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - Le cancer colorectal métastaté sera désormais traité par thérapie ciblée. Le laboratoire américain de recherche en biotechnologie AMGEN a mis au profit du service d'anatomie et cytologie pathologique du Centre Pierre et Marie Curie (CPMC) une plateforme de biologie moléculaire.

Cette machine permettra de personnaliser le traitement du cancer colorectal, a expliqué Dalale Ouhib, directrice médicale du laboratoire AMGEN nord Afrique. «La plateforme qui va analyser l'ADN de la molécule cancé-

reuse, à travers un séquençage, va nous permettre de savoir si celle-ci est sauvage ou mutante et c'est sur cette base que le médecin prescrit le traitement adéquat» a expliqué la directrice médicale.

Cette plateforme, poursuit-elle, une première en Afrique, a pour objectif de développer en Algérie l'expertise et le savoir-faire nécessaires pour procéder au séquençage génétique des différentes tumeurs, poupon, colorectal, mélanomes, ovaires et estomac. «Cette étape critique permet d'affiner le diagnostic déjà établi et par la même garantir au patient

algérien la thérapeutique la plus adaptée et les résultats sont mis à la disposition des cliniciens dans un délai de 5 jours, ce qui constitue un gain de temps permettant aux patients de bénéficier du traitement optimal dans les meilleurs délais, en comparaison avec les pratiques actuelles», a-t-elle indiqué. Ces tests sont auparavant, souligne-t-elle, effectués à l'étranger (en Grèce et en Angleterre) et les résultats ne sont obtenus qu'après 2 à 3 semaines.

Le laboratoire compte équiper également d'autres structures hospitalières de l'est et l'ouest du pays.

Le cancer colorectal occupe la deuxième position après le cancer du sein. Il représente 4 000 nouveaux cas avec

un taux de mortalité qui avoisine les 50%.

Le diagnostic de la maladie se fait généralement à un stade tardif, alertent les spécialistes qui recommandent un dépistage régulier, dès l'âge de 50 ans, et plus tôt pour les personnes à risque.

Les causes du cancer colorectal sont liées aux habitudes alimentaires et à l'hygiène de vie. Certaines personnes peuvent le contracter en raison d'une prédisposition héréditaire. Mais dans 75% des cas, l'hérédité n'est pas en cause.

Parmi les symptômes d'alerte, explique-t-on, la présence de sang dans les selles, des malaises abdominaux, sensation d'une grande fatigue et une perte de poids inexpliquée.

S. A.